

ETHIQUE ET POLITIQUE DE LA FAIM

Corine Pelluchon

La crise alimentaire mondiale touche en priorité les pays en développement. Un peu moins d'un milliard d'individus, surtout des paysans, sont sous-alimentés, et à peu près le même nombre de personnes souffrent de malnutrition, c'est-à-dire qu'elles ne reçoivent pas une alimentation suffisamment riche en micronutriments essentiels, ce qui provoque cécité, rachitisme, troubles cérébraux et entraîne une vulnérabilité extrême aux maladies ainsi que, pour les adultes, des difficultés à travailler. Deux éléments sont à prendre en considération si l'on veut comprendre les causes de ce désastre et y répondre de

manière adéquate.

Le premier est qu'il ne s'agit pas d'un problème technique, lié à une pénurie de denrées alimentaires, y compris dans les pays où la population est touchée par la faim et la malnutrition. Comme A. Sen l'avait dit dans *Poverty and Famines. An Essay on Entitlement and Deprivation*, les famines qui ont frappé le Bengal en 1943, l'Ethiopie à plusieurs reprises, le Bangladesh et Sahel, en 1973-4, ne sont pas dues à un manque de nourriture (decline of food availability), mais à la perte de la capacité d'une partie de la population à pouvoir en acheter. Ainsi, la faim pose un problème de justice. Elle n'est pas un simple problème technique que l'augmentation de la production pourrait résoudre. Au lieu de mettre l'accent sur la baisse des revenus des affamés, il faut considérer la baisse de leur pouvoir d'achat. Une approche globale (comprehensive) est nécessaire, comme l'entitlement approach, qui se focalise sur la perte du droit d'accès à la nourriture (decline of direct entitlement to food). Elle suppose qu'on intègre le problème de la production et de la distribution de nourriture dans un réseau de relations qui expliquent que l'on peut avoir dans un pays des millions de gens mourant de faim alors qu'il y a une bonne production, comme au Bengal en 1943, et que l'on peut même y exporter de la nourriture. « It is the totality of entitlement relations that governs whether a person will have the ability to acquire enough food to avoid starvation, and food supply is only one influence among many affecting his entitlement relations » A. Sen).

Ce diagnostic peut servir à décrire les causes des famines de 2008 et de 2010-11 qui ne sont pas seulement à penser comme de simples crises de l'offre, même s'il y a eu une augmentation vertigineuse des prix des céréales liée à la spéculation. Le diagnostic commande les réponses au problème de la faim dans le monde. Parler de pénurie, c'est dire, comme la FAO, que l'augmentation de la production réglera le problème. L'utilisation des méthodes agricoles qui ont marché dans les pays riches, où les machines et les intrants (pesticides, engrais) ont augmenté la production, sera vue comme la solution. Certains experts ajouteront que les OGM sont la panacée ! Le diagnostic erroné qui fait de la crise alimentaire mondiale un problème de production met en avant la sécurité alimentaire, à n'importe quel prix. Jamais il ne remet en question le système économique mondial, la manière dont le marché international a été complètement libéralisé, faisant que les pays subventionnant leur agriculture, comme les USA et l'Europe, vendent leurs produits à des prix défiant toute concurrence et ruinant les petits producteurs locaux d'Afrique. Au contraire, dire que la faim et la malnutrition sont un problème de justice, c'est réfléchir aux causes qui ont engendré cette concurrence déloyale et passer de la sécurité alimentaire à la souveraineté alimentaire. La question devient : comment produire ? Alors que, jusqu'à présent, on a cherché à acheminer de la nourriture vers les pays pauvres, grâce au commerce international puis, pour compenser le mal commis, grâce à la charité, à l'humanitaire, on réfléchira à la manière dont les pays pauvres peuvent se procurer la nourriture. La promotion de l'agriculture vivrière (et non de celle qui est destinée à l'exportation), et la maîtrise des techniques agricoles plus adaptées au réchauffement climatique et moins dépendantes de la variation du prix du pétrole sont des pistes.

Cependant, de même qu'il n'y a pas une cause à l'origine des famines, de même il n'y a pas un remède miracle. L'idée est toutefois que cette approche de la faim en termes de justice invite à

un traitement transversal du problème. La manière dont l'actuel Rapporteur aux Nations Unies pour le droit à l'alimentation, O. de Schutter, insiste sur le lien entre la question alimentaire, le développement soutenable, le type d'agriculture, l'usage des terres, la réglementation nécessaire en matière de commerce international, la dette et la gouvernance mondiale est un progrès. Bien plus, parler de droit à l'alimentation, c'est reconnaître que nous ne pouvons plus interpréter les droits de l'homme en nous focalisant sur les ayants-droits et en oubliant de penser à notre responsabilité collective et individuelle. J'en viens au deuxième élément à prendre en considération.

Il porte sur les styles de vie. Il n'en est pas question dans les discours productivistes. Or, la consommation quotidienne de viande pose un problème majeur de justice, parce qu'elle n'est pas universalisable. Il faudrait plusieurs planètes si tous les habitants du monde mangeaient autant de viande qu'ici. Manger de la viande tous les jours, c'est aussi accepter qu'une grande partie des céréales produites soient consacrées à la nourriture du bétail. C'est accompagner la dégradation de l'environnement, sans penser aux générations futures ni aux flux migratoires qui aggraveront les tensions géopolitiques. Manger de la viande tous les jours, c'est une injustice envers les pays pauvres, envers les générations futures et envers les animaux qui doivent être élevés de manière intensive, c'est-à-dire dans des conditions incompatibles avec les normes de leur espèce, pour répondre à cette demande. Il faut bien manger, mais le bien et le mal se mangent aussi.

La faim dans le monde n'accuse pas seulement une économie injuste, qui pense qu'on peut libéraliser le commerce des aliments comme on libéralise le commerce des téléphones mobiles et qui confond les différentes sphères de bien. Elle accuse une humanité qui a perdu le sens du goût et oublié que l'hédonisme puisse être autre chose que l'indécence. Une phénoménologie du manger, qui prend au sérieux la matérialité de notre existence, le fait que nous « vivons de » nourritures matérielles et sociales ou spirituelles, invite à asseoir les droits et les devoirs de l'homme sur une base complètement différente de celle qui sert encore de support aux théories politiques actuelles, au contrat social ou aux relations internationales.